



Dispositifs de protection sociale

PRINCIPAUX TERMES

Dispositifs de protection sociale:

Systèmes d'appui conçus pour alléger l'insécurité alimentaire et financière. Ils comprennent:

● **Les systèmes d'appui communautaires:** ce sont les réseaux communautaires aidant les personnes en difficulté. Ils sont formés de diverses organisations caritatives et non gouvernementales (ONG), de groupements religieux et d'associations reliant les habitants des villes et des campagnes. Ces organisations jouent un rôle particulièrement important lorsque le financement public est limité.

● **Les transferts directs:** il s'agit des apports de nourriture ou d'argent fournis directement par les gouvernements aux populations qui en ont besoin. Ils comprennent les aides alimentaires d'urgence, les programmes d'alimentation complémentaire et les programmes vivres contre travail ainsi que des dons ciblés en espèces.

● **Les transferts indirects:** ce sont les programmes destinés à assister les personnes sans leur apporter une aide directe:

- lois concernant les salaires minimums
- contrôle des prix
- règlements concernant les marchés financiers et du travail
- formation
- travail dans le secteur public
- plans de crédit
- création d'emplois et placement
- programmes d'assurances et fonds de pension garantis par l'État.

● **Microcrédit:** l'octroi de prêts d'un montant modique à des chefs d'entreprise trop pauvres pour avoir droit à des prêts de la part de banques traditionnelles. Moyen économique de permettre aux pauvres de disposer des fonds nécessaires pour le démarrage ou l'expansion de petites entreprises, le microcrédit est un outil efficace pour lutter contre la pauvreté et un excellent moyen d'encourager l'investissement dans l'économie locale.

Les personnes vivant dans la pauvreté et souffrant de la faim sont extrêmement vulnérables aux crises. Les dispositifs de protection sociale ont été généralement utilisés pour aider les individus à traverser des périodes courtes de calamités ou de difficultés. Mais ils peuvent également contribuer au développement à long terme. Les programmes ciblés, comme vivres contre travail, alimentation scolaire, microcrédit et assurances, peuvent contribuer à alléger une insécurité financière et alimentaire à long terme et à aider de la sorte la population à atteindre une plus grande autonomie économique et sociale.

LE MICROCRÉDIT: LA RÉVOLUTION GRAMEEN

Le microcrédit est l'un des moyens les plus économiques et les plus sûrs d'aider les pauvres à s'assurer une autonomie à long terme. La Banque Grameen, fondée au Bangladesh en 1989, constitue l'un des systèmes de microcrédit les plus connus. Créée pour accorder un crédit à des personnes trop pauvres pour obtenir un prêt d'une banque classique, Grameen prête des sommes pouvant varier de 60 à 2 500 dollars EU pour soutenir des projets tels que l'élevage de volailles ou l'installation de services de téléphonie mobile communautaire. Elle exige en contrepartie de ses emprunteurs qu'ils s'organisent en petits groupes qui doivent se réunir toutes les semaines pour effectuer leurs remboursements.

Presque tous ses clients sont des femmes, généralement plus pauvres et disposant de moins de ressources que les hommes. Grameen a permis à 700 000 femmes de franchir le seuil de pauvreté et s'enorgueillit d'obtenir le meilleur taux de remboursement de ses prêts, c'est-à-dire plus de 90 pour cent. Grameen sert maintenant de modèle dans 43 pays à des programmes qui viennent en aide à 8 millions de personnes.



Cette femme bangladaise a acheté des poulets grâce à un prêt de la banque Grameen.

FAO/22914/G. Diana

Nurjahan, une femme bangladaise mariée à 12 ans et abandonnée par son mari alors qu'elle était enceinte de trois mois, n'avait jamais gagné plus de 37,50 dollars EU par an. Après avoir emprunté de l'argent pendant cinq ans à la Banque Grameen, son revenu annuel est passé à 250 dollars. Elle possède maintenant deux chèvres, une vache, 10 poules et un petit lopin de terre. Elle emploie deux ouvriers agricoles pour l'aider à la récolte du riz. Dans un pays où seulement 46 pour cent des enfants terminent l'école primaire, son fils est déjà arrivé dans l'enseignement secondaire.

TICKETS D'ALIMENTATION: LA JAMAÏQUE CIBLE LES PLUS PAUVRES

Pendant les années 70 et 80, le déclin de l'économie de la Jamaïque a entraîné des graves déficits dans le secteur public. Le produit national brut réel par habitant (PNB) a baissé de 18 pour cent entre 1972 et 1980, tandis que le déficit budgétaire est passé de 5 à 18 pour cent du PNB. En conséquence, les dépenses du gouvernement relatives aux services sociaux ont baissé de près de 40 pour cent entre 1983 et 1986.

Le gouvernement, soucieux de protéger les pauvres tout en réduisant les dépenses publiques, a introduit en 1984 un programme de tickets d'alimentation qui remplace les subventions alimentaires générales. Contrairement au système qu'il remplace, ce programme est destiné spécifiquement aux indigents et à la population courant le plus de risques d'un point de vue nutritionnel. Il touche 142 000 personnes (près de 6 pour cent de la population) et couvre tous les ménages

ayant des enfants de moins de cinq ans ou des femmes enceintes ou allaitantes ainsi que les pauvres, les personnes âgées et les handicapés.

Après trois ans seulement et une dépense totale de 1 million de dollars EU, le programme s'est révélé plus efficace que les subventions alimentaires directes. Un total de 57 pour cent des prestations a atteint les 40 pour cent les plus pauvres de la population contre 34 pour cent pour les subventions alimentaires.

Étant donné que le programme a été mis en application à l'aide de services sociaux existants, les frais de mise en route et d'administration ont été réduits au minimum. En outre, les bénéficiaires ayant l'obligation de venir en personne chercher leurs tickets d'alimentation, les travailleurs sociaux ont pu sensibiliser les populations à l'importance des soins aux enfants et aux mères, des contrôles médicaux, des vaccinations et du planning familial.

L'AFRIQUE DU SUD ÉTEND SON SYSTÈME DE PENSION DE VIEILLESSE

Les populations noires de l'Afrique du Sud ne recevaient généralement pas de pension de retraite de l'État pendant l'apartheid. Après l'abolition de celui-ci en 1991, des pensions en espèces leur ont été versées dont le montant équivalait en gros au double du revenu par habitant des ménages. Les pensions étaient versées aux personnes qui y avaient droit en raison de leur âge (minimum de 65 ans pour les hommes et de 60 ans pour les femmes).

Parmi les Noirs d'Afrique du Sud, plusieurs générations vivent souvent sous le même toit et ces ménages sont généralement ceux qui

disposent du revenu par habitant le plus bas. Aussi, le plan de pension touche-t-il aussi bien les personnes âgées que les enfants, en particulier ceux qui vivent dans la pauvreté.

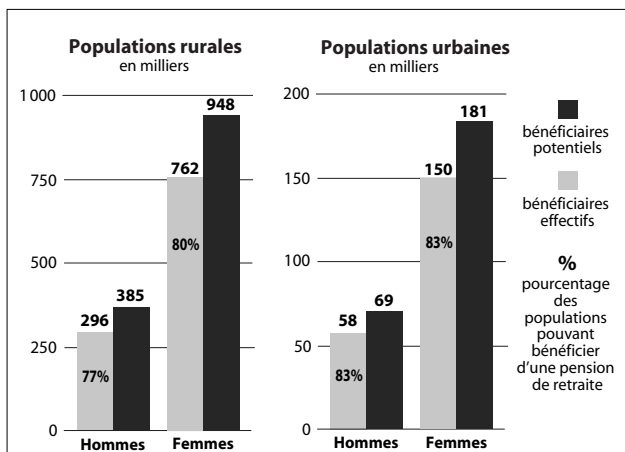
Avant ce programme, les transferts en espèces étaient rares dans les pays en développement. Les pensions de retraite constituent l'un des dispositifs de protection sociale les plus importants d'Afrique du Sud, essentiellement parce que :

- elles touchent les enfants et les personnes âgées, les deux segments les plus vulnérables de la population;

- elles constituent les premiers mécanismes apportant de l'argent en espèces dans des zones rurales éloignées, non desservies habituellement par les programmes sociaux;

- elles touchent trois fois plus de femmes que d'hommes, principalement parce que les femmes vivent plus longtemps et perçoivent leur pension plus jeunes;

- elles assurent un revenu régulier, permettant ainsi aux familles d'établir le budget de leurs dépenses pour toute l'année et d'améliorer leur sécurité financière.



Nombre et pourcentage des Sud-africains noirs recevant une pension d'État. Les hommes y ont droit à 65 ans, les femmes à 60 ans.

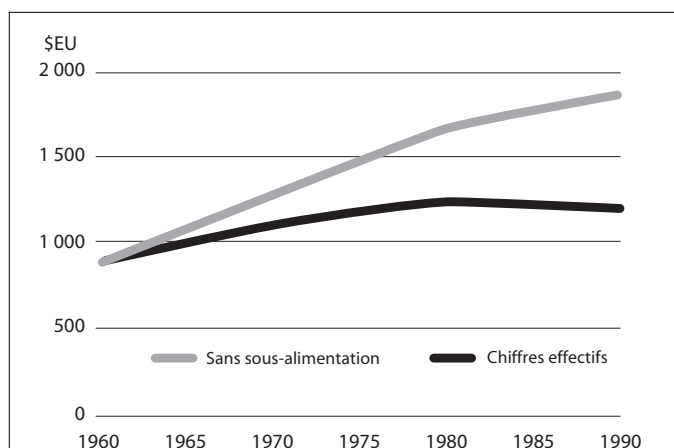
CE QU'IL EN COÛTERAIT DE NÉGLIGER LES PERSONNES QUI ONT FAIM

Dans une optique économique, le fait d'ignorer aujourd'hui les personnes qui ont faim grèverait la croissance future. La faim persistante est un obstacle à l'élimination de la pauvreté. Elle entraîne un cercle vicieux où s'alternent mauvaise santé, malnutrition, endettement et faible productivité et recettes en baisse à chaque génération. Des enfants nés de mères sous-alimentées et élevés dans des foyers exposés à l'insécurité alimentaire deviennent souvent des adultes défavorisés.

- Une étude récente comparant les chiffres effectifs du produit national brut (PNB) avec et sans sous-alimentation de 1960 à 1990 en Afrique subsaharienne indique que si la sous-alimentation avait été éliminée, le PNB moyen par habitant aurait été supérieur de 50 pour cent, en 1990, à ce qu'il est effectivement (voir graphique à droite).
- Selon les estimations de la Banque mondiale, la faim absorbe 46 millions d'années de vie productive et exempte de handicaps chaque année, pour une valeur estimée à 16 milliards de dollars EU.
- En Asie du Sud, la perte de productivité causée par la faim est estimée à 5 pour cent du produit national brut.

La faim est à la fois la cause et le résultat de la pauvreté. Des dispositifs de protection sociale peuvent aider à interrompre ce cercle vicieux et réduire la nécessité de procéder de façon répétée à des interventions d'urgence, avec les coûts que cela comporte, en permettant aux populations de devenir plus autonomes et de réduire ainsi leur vulnérabilité en cas de catastrophes futures.

Si l'on compare le coût des interventions d'urgence et les risques de grippage du progrès social et économique, on arrive à la conclusion que les investissements nécessaires pour éviter une détérioration de l'insécurité alimentaire et financière sont relativement modestes.



PNB moyen par habitant en Afrique subsaharienne et niveau estimé en supposant l'absence de sous-alimentation

Source: FAO

CONTACTS

Pour des renseignements plus détaillés, se mettre en rapport avec:

Sécurité alimentaire/Service d'analyse des projets agricoles
Téléphone: 39 06 570 53052
Télécopie: 39 06 570 55522
barbara.huddleston@fao.org

Renseignements pour les médias
Téléphone: +39 06 570 53625
Télécopie: +39 06 570 53729
media-relations@fao.org

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
www.fao.org